JOURNAL LOCAL À PÉRIODICITÉ ALÉATOIRE • GRATUIT

PAVÉ dans les MAROLLES

ÉDITO N°1 • OCTOBRE/NOVEMBRE 2017

Marollien-ne-s, mettons notre nez dans le Contrat de quartier !

En avril dernier, “Pavé dans les Marolles” sortait son n°0, un petit quatre pages ajoutant une voix dissonante au concert de *“fun”* et *“d’authenticité”* qu’avait lancé une galerie d’art pompier de la rue Haute : ces Parisiens avaient de grands projets pour notre quartier, ils voulaient y attirer toute la place du Châtelain et les eurocrates de Bruxelles réunis. Quelques mois plus tard, les galeristes ont fermé boutique et sont rentrés à Paris. On ne va pas les pleurer.

Six mois plus tard, “Pavé dans les Marolles” revient avec son n°1. Toujours le même projet : un journal conçu par des habitant.e.s, travailleur.se.s et usagers des Marolles. Aujourd’hui, l’actualité du quartier, c’est le “Contrat de quartier durable” des Marolles qui doit s’étaler de 2018 à 2024. Un projet dont l’impact, si on n’y prend garde, risque d’être autrement plus dommageable au caractère populaire des Marolles que les ambitions de galeristes parisien-nes.

Comme tout Contrat de quartier, celui des Marolles est censé impliquer les habitants du quartier à tous les stades du processus (diagnostic, projet, réalisation…). Un bien noble objectif. Oui, mais voilà : en organisant une première assemblée en juin, à la va-vite et en plein ramadan, puis en programmant deux "forums citoyens" à la toute fin du mois d'août et dans les premiers jours de septembre (soit entre les retours de vacances et la rentrée scolaire, à un moment où le commun des mortels à d’autres chats à fouetter), le Contrat de quartier s’est coupé d'emblée de la participation d'un nombre significatif d'habitants. Quant à la “COQ”, la commission censée représenter le quartier pendant les sept années du processus, elle fut constituée presqu’en catimini au mois de juin, sa première réunion s’est déroulée pendant les vacances scolaires, ses membres reçoivent les dates de réunion au compte-gouttes et les documents importants à débattre en dernière minute.

On voudrait rendre la participation impossible qu’on ne s’y prendrait pas mieux. Car par nature, la participation est un processus qui nécessite du temps et des moyens, surtout dans un quartier populaire où bon nombre d’habitants ont des problèmes plus urgents à régler que de s’occuper d’aménagement urbain.

La faute à pas de temps ? Les délais fixés par les autorités veulent en effet que le bureau d'études désigné pour travailler sur le Contrat de quartier ait terminé son diagnostic pour la fin du mois de septembre, devant donc l’élaborer à toute vitesse pendant les grandes vacances. Quant au programme de base du Contrat de quartier, fixant les actions qui devront être réalisées d’ici à 2024, il doit être élaboré, passé en enquête publique et validé par la Ville de Bruxelles et la Région bruxelloise… avant le 31 mars 2018. Tout cela en à peine six mois !

Pour les habitants qui découvriront à partir de ce moment-là la dynamique qui est en marche, il sera trop tard pour la réorienter dans un autre sens. C'est donc aujourd’hui, maintenant qu'il s'agit d'aller mettre notre nez dans ce projet qui va conditionner et transformer notre environnement de vie dans les prochaines années, voire notre capacité à pouvoir rester habitant.e.s des Marolles.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et de belles découvertes. Et si vous avez des textes ou des images à nous proposer, n'hésitez pas, le Pavé ne compte pas s'arrêter à ce premier numéro !

• L’équipe du Pavé (dans les Marolles)

Un Contrat de quartier pour *“lutter contre la gentrification”* dans les Marolles ? Oui… mais non.

Collage : Sabine De Coninck

En 2014-2015, habitants, marchands, commerçants et autres amoureux des Marolles se sont battus contre le projet d’un parking souterrain sous la place du Jeu de Balle. Leurs revendications se résumaient par ce slogan : "No parking, no mini-ring, no bling bling". Outre les questions de mobilité et le grand chambardement qu’aurait causé ce grand chantier, c'est la transformation sociale et commerciale qu’il allait provoquer dans le quartier qui était redoutée.
Trois ans après l’abandon de ce projet, la Région de Bruxelles-Capitale et la Ville de Bruxelles ont lancé un “Contrat de quartier durable” sur les Marolles. Un processus en apparence positif, mais qui pourrait aboutir au même résultat : une hausse généralisée des valeurs immobilières et des loyers dans ce quartier encore partiellement populaire, et in fine à l’éviction des habitants les moins nantis, ceux qui ne pourront pas faire face à l’augmentation des loyers.

Un Contrat de quartier durable c’est, selon la définition qu’en donnent les autorités bruxelloises, *“un plan d’action, conclu entre la Région de Bruxelle-Capitale et la Ville de Bruxelles, visant à améliorer le cadre de vie d’un quartier précaire"*. Dans le langage politique, on appelle cela communément un plan de *"revitalisation"*, terme qui sous-entend non sans un certain mépris que les quartiers concernés seraient donc dévitalisés. Dans les Marolles, la Région va investir 14.125.000 € au cours des 7 prochaines années, somme qui sera plus que probablement doublée par la Ville, pour atteindre un total proche des 30.000.000 €.

Les Contrats de quartier, en investissant davantage dans la *“requalification”* de l'espace public (création ou réaménagement de places, de rues, rénovation des façades…) que dans les intérieurs d’îlots, contribuent à transformer l'image d'un quartier, à l’augmentation les loyers des commerces et des logements, à un effet d’appel qui attire des classes sociales plus aisées. C’est ce que d'aucuns appellent le phénomène de "gentrification" : le remplacement des habitants précaires par des habitants plus nantis, le remplacement des artisans et des commerces de proximité par des commerçants plus chics et plus chers.

La gentrification, c’est une manière de désigner l’embourgeoisement d’un quartier. C’est un synonyme d’un terme qu’on connaît bien dans les Marolles : celui de "sablonisation". C'est-à-dire le

phénomène d'extension du quartier chic du Sablon, lui-même doté d'un marché d'antiquités : depuis les années 1960, la clientèle du Sablon se répand de plus en plus vers la place du Jeu de Balle au gré d'antiquaires et autres commerces de luxe.

La gentrification, en images, c'est quand les pouvoirs publics prétexteront le mauvais état des pavés (qu'ils évitent d'entretenir depuis des années) pour faire un *lifting* à la place du Jeu de Balle, la transformant, comme dans les rêves les plus fous de nos échevines Els Ampe ou Marion Lemesre, en espace minéral, dont les voiries auront été remplacées par grandes terrasses de cafés, et dont le marché aux puces aura été débarrassé de ses brols pour faire place nette à des stands d'antiquité bien rangés, où les objets seront proprement alignés sur des petits napperons, protégés par des tonnelles toutes de couleur blanche et où les caisses en carton auront été bannies du paysage.

La gentrification, c'est quand après la rénovation de son quartier, le snack du coin affiche "commerce à louer" avant d'être repris par un bar à céréales ou une saladerie où la carte ne propose rien en-dessous de 15 €. C'est quand le marchand de meubles de seconde main est remplacé par un antiquaire qui vend une chaise au prix d'un mois de loyer. Quand le salon lavoir d'à côté devient une galerie d'art contemporain dont la moindre œuvre coûte au bas mot l'équivalent d'un an de votre loyer. Quand le café du coin ou l'on pouvait boire une pils ou un thé à la menthe sans se ruiner, disparaît au profit d'un *co-working space* avec décoration branchée, service au comptoir, prix multipliés par deux ou trois, et clientèle huppée. Quand le fripier est remplacé par un magasin *vintage*, et la librairie par un *concept store*. La gentrification, c'est quand pas loin de chez soi, un immeuble tape-à-l'œil a été construit et est occupé par des nouveaux habitants aux hauts revenus, qui y rentrent en voiture via un parking privé aux portes métalliques s'ouvrant et se refermant automatiquement. Quand des logements publics à louer ou à acheter sont construits et qu'ils ne sont accessibles qu'à des personnes gagnant au bas mot 3000 € par mois. Et quand, au bout du compte, les Bruxellois dont les revenus mensuels ne dépassent pas les 1500 € doivent déménager, car leur propriétaire leur a envoyé un préavis pour faire des travaux, financés en grande partie avec de l'argent public et qui aura comme effet d'augmenter le loyer une fois ceux-ci terminés. Et ainsi de suite, jusqu'au prochain déménagement, quand le processus se répètera dans un autre quartier, puis encore un autre, et qu'au final, c'est toute la région bruxelloise qui sera devenue trop chère.

Car les pouvoirs publics encouragent ce phénomène, dans le but avoué d'augmenter les recettes fiscales des communes et *"d'attirer des riverains avec une meilleure capacité contributive"*, comme le disait si joliment l'échevine Marion Lemesre à l'époque où elle défendait le projet de parking sous la place du Jeu de Balle. Suivez son regard : plus de 50% de la population des Marolles n'a pas de revenus liés au travail, et ceux-là ne payent pas beaucoup d'impôts…

Il faut plus de logements accessibles !

Certains ne manqueront pas de rétorquer que la forte présence de logements sociaux (27% du parc immobilier) maintient un caractère populaire aux Marolles. Sous-entendu : des pauvres, il y en a déjà assez. Mais on le sait bien : ces logements sociaux sont en majorité des tours mal conçues et mal entretenues, où il ne fait pas toujours bon vivre, et dont rien ne garantit qu'un jour les autorités ne souhaiteront les démolir et les remplacer, au moins en partie, par du logement "moyen", accessible aux ménages aisés. Par ailleurs, personne n'ignore que l'accès au logement social à Bruxelles est un parcours du combattant alors qu'une bonne moitié des habitants de la région sont théoriquement dans les conditions d'obtenir un logement social (en fonction de leurs revenus), à condition qu'ils en fassent la démarche… et que des logements sociaux existent en suffisance. Or, il faut savoir qu'entre 1998 et 2012 (soit en 14 ans), le nombre de logements sociaux a augmenté de 685 unités seulement. Cela fait 49 logements par an. À ce rythme, il faudrait 846 ans pour offrir un logement aux seules 41.461 ménages actuellement inscrits sur les listes d'attente en région bruxelloise !

Un Contrat de quartier pourrait donc être une occasion d'améliorer l'accès à un logement décent pour une tranche de la population qui est largement majoritaire à Bruxelles. Des dispositions permettraient de contrôler ou d'enrayer le phénomène de la gentrification, par exemple en construisant un maximum de logements accessibles aux ménages à faibles revenus, en encadrant les loyers privés en contrepartie des investissements publics permettant aux propriétaires d'améliorer le bâti existant, ou encore en adressant le parc de logement public des Marolles (par exemple, les logements appartenant à la Régie foncière ou au CPAS de la Ville de Bruxelles, et il y en a beaucoup dans le quartier) aux plus démunis.

Rénover pour améliorer la vie des habitants actuels, ou pour en attirer de nouveaux ?

Et nous ne sommes pas les seuls à le dire. En juin 2017, en annonçant le lancement d'un Contrat de quartier pour les Marolles, les pouvoirs publics ont reconnu la pression de la gentrification et de la sablonisation en affirmant que l'objectif principal de ce plan d'action serait d'enrayer ce phénomène. Ainsi, en juin dernier, l'échevine des Contrats de quartier Ans Persoons (SP-A) expliquait à quoi allait servir l'argent du dispositif : *"Avec le quartier du Sablon le juxtaposant, les Marolles subit une pression immobilière et touristique grandissante menaçant son identité et son accessibilité. Avec ce Contrat de Quartier, nous allons investir dans des espaces verts, des logements sociaux, la micro-économie, la propreté… afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier. Ainsi, nous espérons contrebalancer ce phénomène de 'sablonisation' et renforcer la position des Marolliens."*

Une première en la matière ! Les pouvoirs publics allaient donc plutôt investir dans les intérieurs d'îlots et dans des infrastructures bénéficiant aux habitants actuels que dans des rénovations spectaculaires qui auraient pour effet d'attirer de nouveaux riverains. Oui, mais voilà… L'échevine Ans Persoons a perdu son poste dans la foulée de la démission d'Yvan Mayeur (pour la petite histoire, elle refusait de négocier avec lui sa volonté de rester échevin), et l'échevinat a été octroyé dans un premier temps à Marion Lemesre, puis à David Weytsman, tous deux membres du MR. Ceux-ci semblent avoir une vision toute différente de la question : *"Il faut oublier ce terme de gentrification, arrêter d'opposer les riches et les pauvres et plutôt faire du lien entre les gens"*, déclarait ainsi Marion Lemesre à l'issue du premier forum public de discussion sur le Contrat de quartier, où le sujet avait occupé la majorité des discussions.

Quels que soient les termes utilisés pour qualifier les processus à l'œuvre dans un Contrat de quartier, une chose est certaine : c'est de vigilance et de mobilisation dont nous avons besoin pour éviter que les Marolles deviennent d'ici 10 ans un petit Montmartre muséifié.

• Gwenaël Breës & Andrzej Krzyszton

CHRONIQUES

Chronique de la rue du bout du monde…

La rue du Bout-Du-Monde, construite en 1798 se situait entre la rue Pieremans et le rempart de la Porte de Hal. Elle fut englobée en 1854 par la création de la rue Blaes. Son nom lui avait été donné en 1798 parce qu'elle menait à une maison isolée sise au pied du rempart et dénommée par les fonctionnaires français "le bout du monde"...

Collage : Sabine De Coninck

Je vous parle d'ici, partout ailleurs et tout autour.

La saison estivale me navre.

Chaque année, c'est pareil. Deux longs mois à se faire parcourir l'échine par des armées de sandalettes venues élimer leurs semelles sur mon pavé au nom de la culture et du patrimoine.

Pardon : au nom du capitalisme fait tourisme de masse.

Les beaux jours éloignent toute logique, tout ce qui ressemblerait de près ou de loin à du bon sens. Soit, c'est comme ça! L'humain s'agglutine, c'est son truc ! Quand on lui impose, il se rassemble. Quand il dispose, il s'éparpille. Allez comprendre...

Le matin tôt les camions croulent, dévalent, s'emballent, déballent. Ca fait sens, ça se déploie, ça s'invective. Le ciel rougeoie. Camaïeux dingo.

Il fait douf. On s'assoit contre moi. Ça me réchauffe.

Cent quarante-quatre ans que le merdier fonctionne en belle intelligence, le rassemblement de brol le plus ponctuel du pays, voire d'Europe ! Le calendrier n'est perturbé que par les hivers très froids et encore, et ce fameux été qui n'existe jamais vraiment par ici, ou, enfin, à sa façon.

Mon pavé résiste à toutes les envies folles et spéculatives. Il est bien ancré. Les forcenés de la pelleteuse ont déposé les armes, pour un temps... L'arrogance communale n'a pas de limite. Rester vigilant s'impose.

Une semaine avant la fête nationale, la Foire du Midi déploie ses manèges et autres attractions... Les forains, je les aime bien, ils ont un coup dans le capot assez semblable aux marchands du Jeu de Balle.

Par-delà la grande roue, les cris rieurs des jeunes gens espérant s'enrouler les uns autour des autres viennent s'échouer sur moi.

Les camions des marchands du Vieux Met font place aux installations tapageuses de la fête nationale.

Cela fait trois longs jours qu'ils perturbent mon sommeil et déglinguent mon réveil.

Ils ont trouvé drôle de venir zwanzer une fois par an sur mon pavé, eux.

On me visite comme on visiterait une vieille tante, avec la conscience de celui qui tient le cornet de frites à 3 euros.

Comme si c'était déjà pas suffisant de me faire coloniser l'infrastructure par le Parigot féru d'art content (comptant) pour rien...

Déclin du ciel. La parodie commence.

À coup de rythmiques décérébrées, ceux qui voulaient me fiche un parking dans le ventre s'auto-congratulent sur la scène.

Vient le passage obligatoire du Grand Jojo National et tout le monde à l'unisson gueule au "Chef qu'on a soif" et que Jules César "mettait pas d'falzar".

Je vomirais bien. Mais j'ai le goût de la bière.

J'ai le goût de la frite.

Je goûte le bruit des kets qui zwanzent.

Je goûte les talons et les snikers se frottant a moi.

Je goûte le monde, le jour. La nuit défile.

Je participe.

Je suis là. Il fait pas froid. Le petit matin s'allonge lentement.

Nuages dépoussiérés vermillons.

On démonte. On s'active.

Mon pavé crasse luit des excès de la nuit.

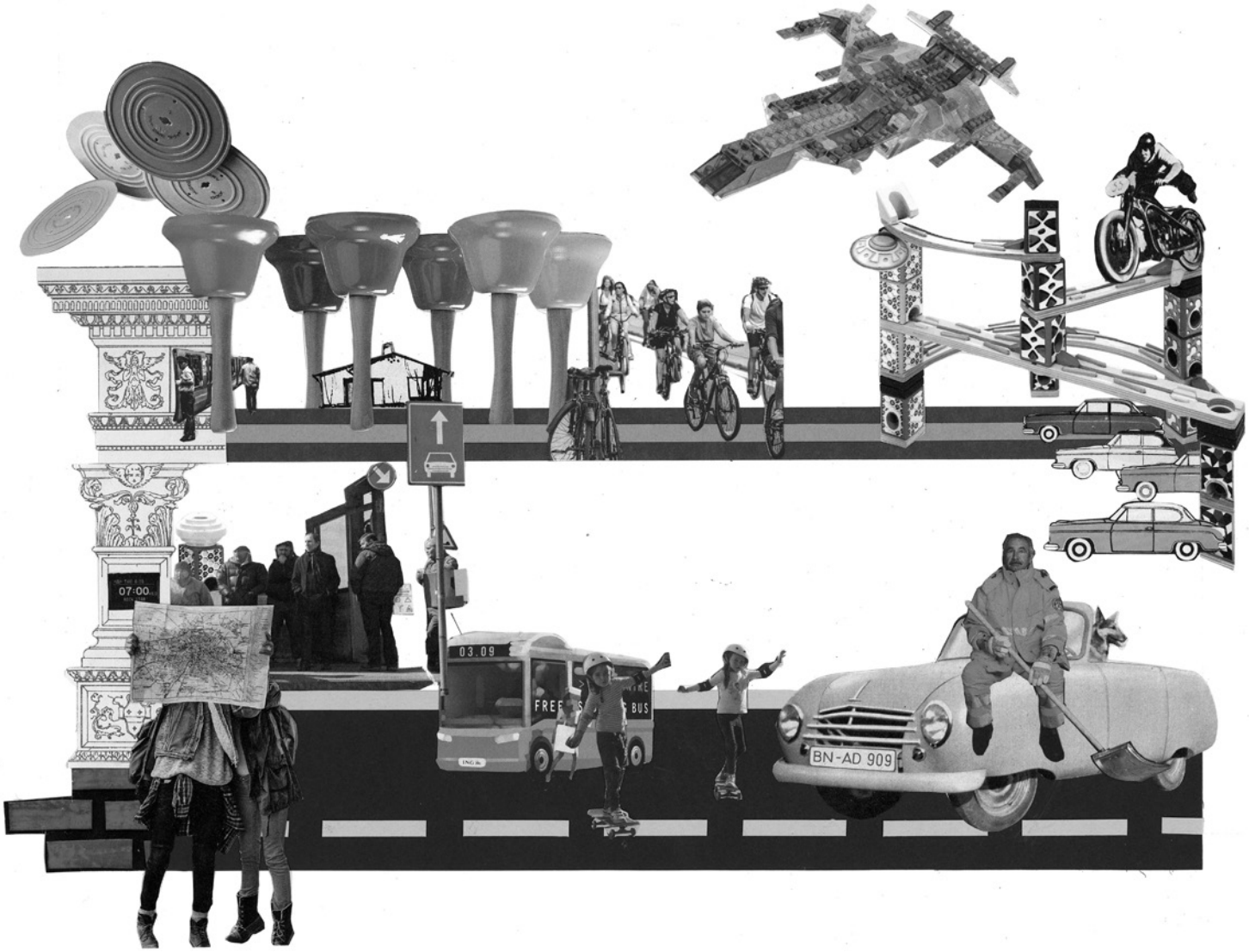
J'ai le goût du monde qui s'agite... Là, tout au bout.

Ici, partout ailleurs et tout autour.

• Lili Rotifères

Le fond de l'air est frais

Je pensais écrire un truc sur les grosses bagnoles qui envahissent le quartier mais j'en ai tellement marre de la circulation automobile que rien que d'y penser, je tousse !!! Qu'est-ce qu'on peut y faire ?



Collage : Sabine De Coninck

"Il était une fois un plan communal de mobilité, baptisé NOMO 2003. Visant à réduire le trafic automobile de 50%, il fut mis sur la table, il se retrouva sur l'étagère des projets visionnaires et y fut oublié..."

En janvier 2017, on nous informait avec fierté qu'un record des ventes automobiles en Belgique avait été atteint et, par ailleurs, on nous déconseillait de faire du jogging. En cause : la pollution de l'air liée au trafic ! Alors comment réduire de moitié le trafic automobile aujourd'hui, sachant qu'une famille sur deux possède au moins une voiture et l'utilise au quotidien ?

Le savoir et pourtant se sentir dans l'incapacité d'agir. Je vous donne un exemple: je fume trop de tabac, je sais que c'est toxique et je fume malgré le danger potentiel que le tabac a sur ma santé, cela ne me rend pas inhumaine. Cela me rend malade… cela me fait prendre conscience de ma condition humaine… cela finira par me tuer ! Ou pas ! On connaît les dangers liés aux gaz d'échappement et aux particules fines émises par les voitures, la terre entière est sous le même régime de haute pollution atmosphérique et pourtant nos usines continuent de produire des voitures qui se vendent, qui se cassent et qui se jettent !

Alors moi, faible mortelle, piétonne qui plus est, quel espoir de bon air puis-je avoir face à l'énorme machine à broyer l'humain ?

Suis-je coincée dans une sorte de magma existentiel où défauts et qualités sont en perpétuel conflit ? Où l'intérêt des uns fait le malheur des autres, naturellement et depuis toujours ?

Qu'est-ce qu'une vie humaine, après tout ? Que l'on soit riche ou pauvre, la vie bat son plein de souffrances et de bonnes heures de franches rigolades. Autour d'un Mouton Rothschild ou d'une puce électronique qui transforme l'eau en vin, il y a de quoi pleurer de rire. Mais un conseil, évitez les terrasses en journée !!!

• **Catherine Martin**

Nioufritkot ?

Collage : Sabine De Coninck

Marion Lemesre, échevine du Commerce de la Ville de Bruxelles, lance un concours pour établir un modèle uniforme de baraque à frites…

Madame Chapeau en parle à sa voisine :

— Dites, savez pas ce qu'ils ont encore inventé ? Non ?! Awel voilà mainant qu'ils vont remplacer les fritkots par de nouveaux édicules disègne. Ouéé ! Moi je dis que ça va être des zédicules ridicules. Ceux qu'y a, ça leur va pas. Celui de la place de la Chapelle n'est pas assez chic, paraît. Sans doute trop populaire à leur goût. C'est l'Échevine du Commerce de la Ville de Bruxelles (en abrégé : Lécévébé) qui l'a dit. Eh bien, Lécévébé elle veut un modèle uniforme, où qu'on voit alors qu'on est bien à Bruxelles quand ce qu'on est devant ce nouveau modèle universel.

— Oué mais alors, si c'est un modèle universel, comment est-ce qu'on va voir qu'on est à Bruxelles ? (D'abord, qui c'est le slumme qui sait pas où il est ?! Il se lève le matin, et il se demande : où suis-je ?)

— Non, Lécévébé veut dire : universel juste pour Bruxelles, pas pour Saint-Josse ou Saint-Gilles. Mais quamême un modèle passe-partout, comme à Nouillorque ou à Paris.

— Aah? Je savais pas qu'y zavaient des fritkots ossi à Nouillorque et à Paris ; je croyais que c'était une invention belge.

— Enfin, Lécévébé veut un modèle bruxellois, mais de style international, mais qui fait que quand on le voit, on sait qu'on est à Bruxelles quamême.

— Mais alors, pourquoi pas les laisser comme y sont mainant ?

— Pasque Lécévébé trouve ça pas assez chic, même plutôt vulgair.

— Vulgair, vulgair ? Elle se croit sans doute sortie de la cuisse de Jules Peeters ? M'enfin, manger des frites en rue, c'est ça justement qui est populaire (et pas vulgair, qu'essequ'elle croit celle-là?).

— Oué, mais Lécévébé veut rendre ça trendy, hype, à la mode, quoi.

— Pasqu'y a une mode mainant pour manger des frites ?

— Tu comprends rien à ce qu'elle veut : elle veut vendre des frites chic dans un édicule chic, à des gens chic. Pas pour nous, quoi.

— Mais alors si je comprends bien, ça va être un Bruxelles qui n'est plus Bruxelles, mais un Bruxelles redessiné pour touristes chic. Elle va sans doute appeler ça Nioubrussels.

— Chhht, pas trop fort : Pascal Smet pourrait nous entendre et s'y mettre ossi, et quand y commence, çui-là...

— Yende, bende stouffers !

• Patrick Wouters

Des fritkots tous les mêmes,
c'est tout c'que t'as trouvé ?
Mais potverdekke breuke,
qu'est-ce qu'on va s'embêter !
Allez, c'est vrai quand même,
c'est pas moi qui l'a dit
L'uniformalité, c'est l'début
de l'ennui !

(Mis au goût du jour par Isabelle Marchal)

Pas de Fernand sans Coq !

***"Lorsque les droits locatifs [d'un café] sont échus, AB InBev procède systématiquement à une réévaluation complète de la formule d'exploitation en rapport avec le potentiel de la situation locative"…* Cette réévaluation peut mener *"à la conclusion que ces points de vente stratégiquement localisés méritent la mise en œuvre d'un concept aussi innovant que performant en concordance avec les aspirations de la clientèle".* Voici la novlangue avec laquelle AB InBev (ex-Interbrew), multinationale brassicole originaire de Belgique et propriétaire de nombreux établissements à travers le pays, justifie sa stratégie de ne pas renouveler les baux de cafés qu'il voit comme de simples *"points de vente"* de ses produits.**

C'est le sort que connurent par exemple le Fourquet (place Flagey) en 2013, le Liberty et le Daric (place de la Liberté) en 2015, le Ketje et le Fat Boys (place du Luxembourg) la même année, etc. Dans tout Bruxelles, les bars de quartier, conviviaux, familiaux, proches de leur clientèle, disparaissent les uns après les autres pour laisser la place à des bars à *"concepts"*, plus *"performants"* peut-être, mais sans âme, s'adressant à un public plus huppé.

Aujourd'hui, c'est au tour du Coq (place Fernand Cocq) de subir le même mépris de la part du géant de la bière industrielle, qui justifie ainsi sa décision dans un reportage de Télé Bruxelles : *"Nous sommes convaincus qu'un nouveau concept attrayant nous permettra d'apporter une contribution supérieure à ce quartier"*. Les clients du Coq, qu'ils habitent Ixelles ou d'autres communes, ne s'y trompent pourtant pas : ils ont lancé "Touche pas à mon Coq", un groupe de soutien et une pétition pour essayer de faire comprendre à InBev que le *"concept"* du Coq est en parfaite concordance avec leurs aspirations. Une pétition à signer et à diffuser largement, non seulement pour permettre au Coq de rester en place, mais aussi pour mettre des bâtons dans les roues de ces décisions managériales qui entendent gommer la variété du monde, et pour montrer notre attachement à tous les cafés populaires qu'InBev voudra un jour fermer à leur tour, que ce soit à Ixelles, dans les Marolles ou dans tout Bruxelles.

• Gwenaël Breës

https://www.facebook.com/tpamc

https://www.change.org/p/sauvez-le-caf%C3%A9-le-coq

Le fou a pour propriété
De ne jamais s'apercevoir
Qu'il est des autres la risée
Ne mange pas avec l'envieux
Ne vas pas t'asseoir à sa table
Car les calculs qu'il a en tête
Sont bien loin de tes intérêts

Plus d'un te fait bonne figure
Qui tout bas te mange le cœur!

Les fous d'argent sont en ses lieux
Habile à s'enrichir bien tôt,
Fait l'usurier, nuit, vole, se damne,
Justice au plus riche est vendue
Pour lui, impuni est le crime
Le dirigeant devient avide
Se dit : Que n'est à moi ton bien
Est félon en sa ville.
Il en va ainsi par Bruxelles !

(Libre adaptation de Sébastien Brant par Orcus)

SOS Ateliers Mommen

Marolles-Mommen, même combat ?

Un dénominateur commun en tout cas, le fric, qui menace à nouveau les Ateliers Mommen. Cette cité d'artistes créée par le mécène Félix Mommen à la fin du 19ème siècle à Saint-Josse fut sauvée de la spéculation immobilière en 2005 grâce à ses artistes regroupés en asbl.

Aujourd'hui, la cité (3.000m^2) est en passe de perdre son fleuron, le Salon Mommen, un superbe espace d'expos, ateliers de création, performances ou concerts, que la Régie communale autonome (RCA) de Saint-Josse, propriétaire des lieux, veut scinder en plusieurs ateliers-logements. Le but : engranger des loyers que d'autres locaux, vides depuis plus d'un an, ne rapportent pas.

Le scandale: la RCA a pris sa décision sans consulter l'asbl Mommen, au mépris d'une Convention qui les lie pour une gestion participative et durable des Ateliers. Le danger : que le sabotage du Salon ne soit que le début d'une reprise en main par les adorateurs du veau d'or !

• Lili

Signer la pétition : https://www.change.org/p/emir-kir-mohamed-azzouzi-sauvegardons-le-salon-mommen

POÈME

Mon Vieux Mèt

Il n'y a pas si longtemps, quand j'étais ket,
Mon jardin c'était le Vieux Mèt.
C'est une belle place entre la Porte de Hal et La Chapelle.
C'est dans le quartier des Marolles,
Oùsqu'on (sic) mange escargots et caricoles.
Sur le Vieux Marché, tu peux presque tout acheter,
Même l'ami Tintin y est déjà passé.
Avec tous ces stamenei autour,
Tu n'en auras pas si vite fait le tour.
Car si tu bois deux verres dans chaque café,
Tu en sortiras skeilezat tu sais !
Pour boire un verre ou manger une bonne soupe,
Pas besoin d'aller "Chez Soi" à la place Rouppe.
Contre le feu nous sommes bien protégés,
Avec la caserne et ses pompiers.
En face des hommes du feu,
Il y a l'église et ses capucins, des hommes de Dieu.
C'est aux Bains de Bruxelles,
Que j'ai connu quelques demoiselles.
Je peux vous dire que piscines, cabines et douches,
Si elles pouvaient parler, en raconteraient des stûût louches !!!
Si tu as un bobo qui te fait trop mal,
Vas une fois faire un tour rue Haute à l'hôpital.
Ce ne sont que des souvenirs,
Et c'est pour ça que je soupire.
C'était il n'y a pas si longtemps,
Le temps où j'étais enfant…

• Luppens Nicolas dit Nicky

Dessin : Anah Merlet

QU'EST-CE QU'UN-E MAROLLIEN-NE ? #1

Le Marollien du jour s'appelle Marcel !

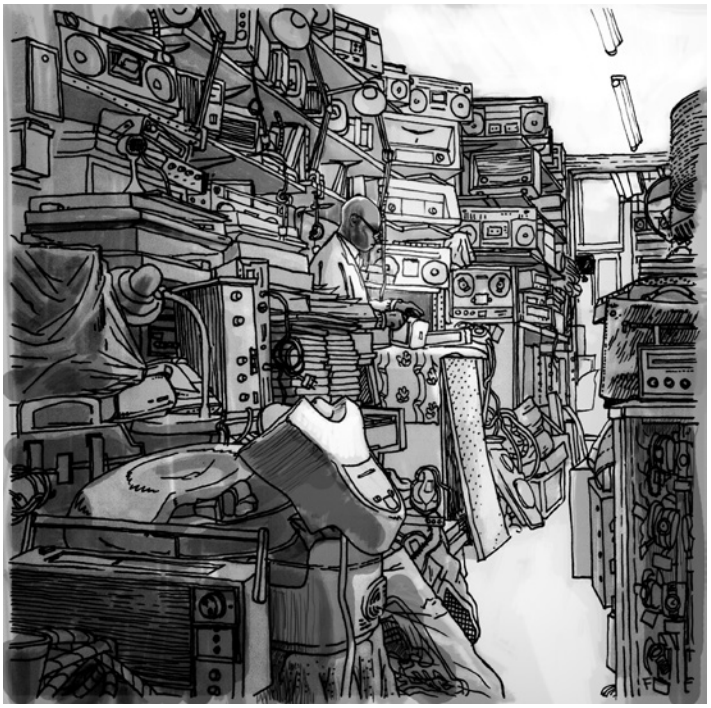


Illustration : Antoine Fallon

Quand on se sent partie prenante d'un quartier, on s'approprie l'espace, on le rend nôtre.

Marcel ne vit pas dans les Marolles, mais il y travaille tous les jours depuis plus de quinze ans. Il se sent Marollien, parce qu'il passe le plus clair de son temps dans le quartier. Il connaît les habitants et leurs habitudes.

Il participe à l'économie en achetant du matériel électronique défectueux, qu'il trouve la plupart du temps sur le vieux marché.

Il répare et revend chaînes hifi, fers à repasser ou amplis radio, dans sa petite boutique de la rue Blaes, appelée "Passé composé".

Marcel aime les Marolles pour ce qu'elles permettent : la solidarité, l'échange de connaissances. Le quartier est pour lui une source de rencontres inépuisable. Le Vieux Met est à ses yeux un lieu indispensable à la survie et au bon fonctionnement du quartier. Pour lui un parking à cet endroit aurait été une véritable catastrophe.

Si vous cherchez un walkman des années 90 ou que votre radio préférée vient de rendre l'âme, allez faire un tour du côté de chez Marcel, rue Blaes, n°263.

Vous pourrez bientôt découvrir l'interview de Marcel dans son intégralité sur le site de Pavé.

• Sofia & Lili

PAVÉ. Paveuses et paveurs : Anah, Andrzej, Antoine, Aretha, Catherine, Gwen, Isabelle, Jeanne, Laurette, Lili, Manu, Nicky, Orcus, Patrick, les Sabines, Sofia, Viktor, etc. Email : contact@pave-marolles.be Site web : www.pave-marolles.be. Imprimé à 2000 exemplaires. Éditeur responsable : Andrzej Krzyszton, 21 rue du Fort, 1060 Bruxelles